

FO HEBDO
16 juin 2011

À LA RENCONTRE DES MILITANT(E)S ET SALARIÉ(E)S



L'éditorial de Jean-Claude Mailly

Comme annoncé la semaine dernière, je suis allé à la rencontre des militant(e)s et salarié(e)s de deux départements, la Haute-Marne et le Jura.

Deux hôpitaux (Chaumont et Champagnole) ont été visités avec le Secrétaire général de la Fédération FO des Services publics et de Santé, Didier Bernus.

Visite également de la CAF de Chaumont et de quatre entreprises: Freudenberg (métallurgie), 3P (chimie), Autogrill (restauration) dans la Haute-Marne, Smoby (chimie) dans le Jura.

Enfin, ce qui n'était pas a priori prévu, une rencontre avec les salariés en grève de MBF Technologies à Saint-Claude.

Dans les hôpitaux, la situation est plus que tendue. Les problèmes budgétaires perdurent avec corrélativement la mise en place de plans de retour à l'équilibre. La contrainte budgétaire commune à tous les services publics et la mise en œuvre de la T2A fragilisent l'hôpital public. Avec la T2A, l'accroissement d'activité se traduit par des tensions budgétaires en augmentation. En quelque sorte: plus le travail en volume est important, plus le budget est comprimé.

Par ailleurs, faute d'avoir anticipé des formations de soins en nombre suffisant, les postes ne sont pas tous pourvus (il manque ainsi seize infirmier(e)s à Chaumont, dix à Champagnole). Pour y faire face les hôpitaux sont obligés de recourir à l'intérim, qui leur coûte plus cher.

Autre exemple: à la suite d'une négociation de l'Agence régionale de santé issue d'une modification du travail de collecte de sang, l'hôpital de Chaumont a dû investir 300 000 euros, toujours pas remboursés par l'État.

Il faut toute la détermination et la conscience professionnelle des personnels pour que le service public continue, mais les conditions de travail se détériorent. À Champagnole, la fermeture (absurde) du service «chirurgie», pour des raisons budgétaires, a conduit à l'absence d'un tel plateau (public ou privé) sur un rayon de 35 km!

À la caisse d'allocations familiales l'activité liée au RSA engendre des tensions sur le travail, d'autant que les conventions d'objectifs et de gestion (en quelque sorte la RCPP à la Sécurité sociale) serrent fortement les effectifs.

Des craintes de régionalisation s'expriment, elle remettrait en cause l'action sociale des caisses d'allocations familiales, qui nécessite non seulement une volonté mais aussi une connaissance du terrain.

Dans les entreprises privées, deux des entreprises visitées (3P et Smoby) sont sorties de lourdes difficultés. L'une a été reprise par ses cadres dirigeants et est repartie de l'avant. L'autre, Smoby, après bien des vicissitudes, est elle aussi bien repartie avec de nombreux investissements et des relocalisations d'activité.

Dans ces deux entreprises les relations sociales, même difficiles parfois, sont réelles.

Chez Freudenberg, sous-traitant automobile, l'activité est elle aussi à la hausse, les relations sociales actives.

Il faut aussi souligner, pour les trois entreprises, un effort constant et significatif en matière de recherche et développement, objectif indispensable à toute entreprise industrielle.

Les seules inquiétudes émises concernent l'incertitude à moyen terme des marchés et les spéculations sur les prix des matières premières, notamment le plastique.

Chez Autogrill, restauration d'autoroute, secteur où la concurrence est de plus en plus vive depuis la privatisation des autoroutes, ce fut l'occasion de féliciter une équipe syndicale jeune et féminine, qui a dépassé les 75% lors des dernières élections.

Chez MBF Technologies, autre sous-traitant automobile, c'est la colère qui était au rendez-vous. La direction a brutalement annoncé un PSE touchant 199 salariés sur 450!

Un coup de massue! Qui plus est, ce projet de PSE, en supprimant des secteurs clés de l'entreprise (ex.: le développement), condamne à terme le site et l'ensemble des emplois. À cette violence patronale, les salariés ont temporairement répondu en retenant des cadres dirigeants. Sur notre insistance, une rencontre chez le préfet, mettant tout le monde autour de la table, y compris les donneurs d'ordre, devrait avoir lieu cette semaine. Non pas pour parler du PSE, qui n'est pas encore en application du fait de vices de procédure, mais pour dégager un avenir à moyen et long terme pour le site. Le propriétaire, le groupe Arche, a su profiter des mannes publiques diverses pour son activité. Ce comportement des entreprises chasseuses de primes doit cesser. Partout les syndicats FO tiennent leur place, dans la négociation comme dans l'action quand c'est nécessaire.

L'emploi, les salaires et les conditions de travail sont partout au centre des préoccupations. Sans parler du recul de l'âge de la retraite qui, à juste titre, ne passe pas.